

Audience publique du 30 septembre 2009

Recours formé par
Monsieur ...,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 25181 du rôle, déposée en date du 17 décembre 2008 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., à l'encontre d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 6 octobre 2008 refusant de faire droit à une demande de remise gracieuse introduite le 6 août 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 mars 2009 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déferée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport ainsi Monsieur ... en ses explications et Madame le délégué du gouvernement Betty Sandt en ses plaidoiries à l'audience publique du 17 juin 2009.

Par courrier du 6 août 2008, Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », une demande de remise gracieuse relative à l'impôt sur le revenu réduit pour l'année 2002 et partiellement pour l'année 2001.

Par décision du 6 octobre 2008, le directeur refusa de faire droit à la demande de Monsieur ... en les termes suivants :

« Vu la demande présentée le 7 août 2008 par, le sieur ..., demeurant à L-..., ayant pour objet une remise d'impôts et d'intérêts par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que la demande conteste au fond la taxation établie d'office pour les années 2001 et 2002 ;

Considérant que les bulletins d'impôt visés par la demande sont coulés en force de chose décidée ;

Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes

accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que le requérant, malgré maints rappels et fixation d'astreintes, n'a pas donné suite aux injonctions administratives de remettre les déclarations en cause ;

Considérant qu'une rigueur n'est pas à admettre dans la mesure où suivant les faits, des exigences particulières conditionnant le dépôt des déclarations fiscales ne se trouvent pas remplies ;

Considérant que le bureau d'imposition a procédé à bon droit à la taxation des revenus de la requérante sur base du paragraphe 217 AO, compte tenu des données de la cause; que la requérante doit s'imputer à elle-même les conséquences éventuellement désavantageuses des taxations effectuées contre lesquels elle n'a pas estimé opportun d'introduire dans les délais du paragraphe 245 AO une réclamation motivée (cf. Conseil d'Etat du 11 avril 1962 N°5742 et Cour adm. du 30 janvier 2001, N°12311C) ;

Considérant que la remise de déclaration après imposition ne doit impliquer un redressement des bases d'imposition évaluées et des bulletins d'impôt coulés en force de chose décidée ;

Force est de constater que le moyen invoqué s'analyse en une contestation de la légalité matérielle de l'imposition, étrangère en tant que telle à la matière gracieuse (cf. T.A. N°11196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703C du 30.03.2000) ;

Considérant qu'une rigueur subjective ne saurait dans le présent cas être admise faute de motivation dans ce sens ;

Il résulte des considérations qui précèdent qu'une remise gracieuse n'est pas à accorder ; (...) »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 17 décembre 2008, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux à l'encontre de la décision directoriale précitée du 6 octobre 2008, portant refus de faire droit à sa demande de remise gracieuse.

Lorsque, comme en l'espèce, la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre, compte tenu de l'objet du recours, que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi¹.

Etant donné que le paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, communément appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO » prévoit en la matière un recours de pleine juridiction, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation ainsi introduit.

Le recours, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur explique que les impôts réclamés par l'administration des Contributions directes en se fondant sur son activité en tant

¹ cf. trib. adm. 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2008, V° Recours en réformation, n° 7, et autres références y citées.

qu'indépendant ne seraient pas dus en raison du fait qu'il bénéficierait d'un contrat de travail à durée indéterminée auprès de l'imprimerie Saint-Paul de Luxembourg et que selon sa fiche d'impôts de l'année 2002 les impôts sur ses salaires auraient été retenus par son employeur. Il conclut qu'il serait légitime de contester la légalité de l'impôt et des intérêts réclamés par l'administration des Contributions directes et il demande au tribunal de prononcer la restitution de la somme et des intérêts payés à l'administration des Contributions directes.

Le délégué du gouvernement rappelle de prime abord que les revenus relatifs à l'année 2002 dans le chef du demandeur auraient dû être taxés malgré un mandement du 30 septembre 2003, d'une sommation-astreinte du 1^{er} juillet 2005 ainsi que d'une décision de liquidation du 12 août 2005.

En droit, il soulève que le paragraphe 131 AO ne serait pas applicable en l'espèce, étant donné que le demandeur contesterait la légalité de l'impôt. Il ajoute qu'en l'absence d'une réclamation formée dans les délais légaux, la voie de la remise gracieuse ne saurait permettre de remettre en question la détermination de l'impôt intervenue, fût-ce d'office.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable* ».

La première vérification, préalable, à faire est celle de savoir si la légalité de l'impôt n'a pas été contestée par le demandeur.

Une demande de remise gracieuse s'analyse en effet exclusivement en une demande du contribuable d'être libéré, sur base de considérations tirées de l'équité, de l'obligation de régler une certaine dette fiscale et ne saurait comporter par nature aucune contestation de la légalité de la fixation de cette même dette.

Il ressort de l'analyse de la lettre du 6 août 2008 ainsi que des moyens présentés au cours de l'instance contentieuse que Monsieur ... a basé sa demande de remise gracieuse uniquement sur la contestation de la légalité de l'impôt dû. En effet, il estime que le bulletin de l'impôt sur le revenu relatif à l'année 2002 que l'administration des Contributions directes a établi par voie de taxation ne tiendrait pas compte du fait qu'il serait engagé par contrat de travail à durée indéterminée et que les impôts auraient d'ores et déjà été déduits de ses salaires.

Ainsi, la demande de Monsieur ... s'analyse en une contestation ayant trait à la légalité de l'impôt.

Vu que seule une contestation ayant trait à la légalité de la fixation de l'impôt a été soulevée en l'espèce, le cas d'ouverture de la remise gracieuse d'impôts n'est pas donné, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'analyser si la perception de l'impôt entraîne une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable.

Il s'ensuit que le directeur a valablement pu retenir qu'en l'espèce le paragraphe 131 AO ne trouve pas application, de sorte que le recours dirigé contre la décision directoriale laisse d'être fondé et doit être rejeté.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Catherine Thomé, premier juge,
Claude Fellens, juge,
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 30 septembre 2009 par le premier juge, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 30.9.2009

Le Greffier du Tribunal administratif